

Histoire Engagée

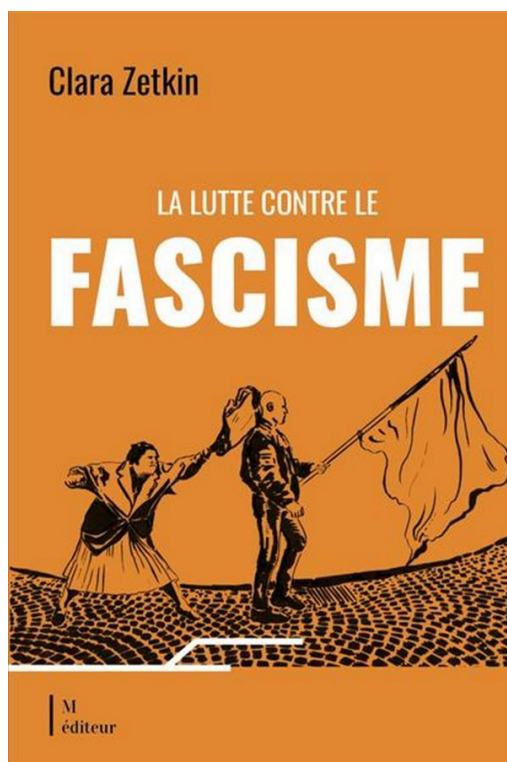
« La Lutte contre le fascisme » de Clara Zetkin, précurseure dans l'analyse du fascisme

Denis Carlier

24 septembre 2026

Par Denis Carlier, chercheur indépendant

Le recueil *La Lutte contre le fascisme* (2026) rassemble trois textes de Clara Zetkin (1857-1933) sur le fascisme, encadré d'une préface non signée et d'une postface du collectif Montréal antifasciste. Le texte qui donne son nom au recueil est celui d'un rapport présenté devant l'Internationale communiste (IC) en juin 1923, en même temps que la « Résolution sur le fascisme » incluse dans l'ouvrage. Enfin, « il faut abattre le fascisme » est le texte d'un discours prononcé en mars 1932 au Reichstag.



Relativement oubliée, Zetkin a pourtant joué un rôle majeur au sein du mouvement socialiste. Elle est à l'initiative de l'Internationale socialiste des femmes (ISF) en 1907 et propose, lors du second congrès de 1910, la création d'une Journée internationale des femmes – aujourd'hui Journée internationale des droits des femmes. La militante défend entre autres le suffrage féminin, le droit au divorce par consentement, le travail salarié féminin et le droit à l'avortement[1]. Elle fait primer une lecture lutte-de-classiste, mais le choc de la Première Guerre mondiale l'amène à accepter la nécessité d'une alliance pacifiste avec les féministes dites bourgeoises. En mars 1915, elle organise à Berne une conférence internationale dont ressort un appel pacifiste, distribué illégalement à

plus de 100 000 exemplaires à travers l'Europe[2]. Elle est élue députée communiste en 1920 et siège à partir de 1921 au comité exécutif de l'IC, où elle défend la nécessité d'un front commun antifasciste.

Résumé des textes du recueil

Clara Zetkin rédige « La lutte contre le fascisme » (1923) sous la forme d'une réfutation méthodique des idées reçues sur le fascisme – doublé d'une critique implicite d'autres lectures communistes.

Elle insiste d'abord sur le fait qu'on ne saurait réduire le fascisme à un revanchisme bourgeois à l'encontre des prolétaires (p. 18). Le fascisme doit plutôt être compris dans sa spécificité. Pour Zetkin, il est d'abord « la conséquence de l'ébranlement et du déclin de l'économie capitaliste, ainsi qu'un symptôme de la décomposition de l'État bourgeois ». En effet, la Première Guerre mondiale « a ébranlé l'économie capitaliste jusque dans ses fondements », accélérant une dynamique de prolétarianisation des petite et moyenne bourgeoisies, de la paysannerie et des milieux intellectuels. L'idée traduit ainsi la perte de « confiance dans le système actuel » d'un ensemble de catégories déclassées, portées dès lors à se rallier au fascisme (p. 22-23).

Un facteur aggravant ayant favorisé l'avènement du fascisme est par ailleurs le « ralentissement de la révolution mondiale » communiste, qui mène à une perte de confiance dans la capacité révolutionnaire du prolétariat. Outre l'habituelle mise en accusation du socialisme réformiste, Zetkin pointe la responsabilité des partis communistes (p. 24-26). Pour Zetkin en effet, en 1920, les occupations d'usines italiennes auraient pu mener à une révolution si seulement l'avant-garde socialiste avait été prête; en lieu et place, le mouvement a débouché sur un accord trahissant les aspirations du prolétariat, qui a décrédibilisé durablement le parti et les syndicats (p. 32-33).

Zetkin insiste conséquemment sur le fait qu'on ne saurait réduire le fascisme à « la terreur brutale exercée par la bourgeoisie ». Il rallie en effet des éléments issus de multiples classes sociales, incluant « même une partie du prolétariat » (p. 18). Profitant de la perte de confiance à la fois en l'État et en la Révolution, les forces fascistes viennent « flirter avec le prolétariat révolutionnaire – même si en leur for intérieur ils n'éprouvent aucune sympathie pour celui-ci ». Le soutien de la bourgeoisie au fascisme est à l'inverse guidé par un intérêt à « maintenir sa domination de classe », sachant qu'elle n'est plus en mesure de le faire « par les

seuls moyens normaux dont elle dispose dans le cadre de l'État » (p. 27-28).

Clara Zetkin reproche en conséquence à ses camarades d'avoir réduit la lutte antifasciste à sa dimension « militaire », oubliant trop vite la dimension de lutte « idéologique et politique » visant à rallier le prolétariat (p. 40). Le fascisme repose en effet à la fois sur un « recours à la terreur la plus brutale » et sur la force de conviction d'un « programme pseudo-révolutionnaire » (p. 29), rapidement abandonné après la prise de pouvoir (p. 40).

Les objectifs contradictoires du fascisme produisent nécessairement des tensions internes, avec en Italie « un antagonisme entre le capitalisme agraire et le capitalisme industriel ou, en termes politiques, entre monarchistes et républicains » (p. 36). « Au contact de la réalité » du pouvoir, s'impose dès lors le constat d'« une contradiction totale entre ce que le fascisme a promis aux masses et ce qu'il leur apporte », soit « un vulgaire État bourgeois, totalement dénué de scrupules » (p. 48).

Zetkin pense que le fascisme, « construction hétérogène qui renferme divers éléments antagonistes », s'écroulera sous le poids de ses tensions internes (p. 49-54). Ce qui ne remet pas en question l'urgence de la lutte antifasciste, ne serait-ce que par anticipation d'une exacerbation de la terreur de la part d'un fascisme en cours d'effondrement. D'où la nécessité d'une coalition large ralliant au prolétariat la petite et moyenne bourgeoisie, la paysannerie et les intellectuelles (p. 54).

La « Résolution sur le fascisme » (1923) précise cette stratégie antifasciste, avec un ensemble de recommandations allant dans deux directions. D'une part, Zetkin promeut la propagande antifasciste et la constitution de groupes d'autodéfense. D'autre part, elle insiste sur la nécessité d'une lutte internationale, qui passe par une assistance matérielle au prolétariat italien et des mesures de boycott du commerce avec l'Italie (p. 72-75). Cette dimension internationale constitue pour Zetkin un élément crucial, car en Allemagne le succès du coup d'État italien « a donné confiance en eux [aux nazis] et foi en leur victoire » (p. 56-57).

Dernier texte présenté, « Il faut abattre le fascisme » est celui d'un discours plus tardif, prononcé au Reichstag par Zetkin en mars 1932, en qualité de doyenne du Parlement. La députée y alerte du fait que l'« incendie » fasciste « pourrait bien déchaîner sur l'Allemagne une abominable terreur, susceptible d'éclipser l'œuvre de mort et de destruction de la dernière guerre mondiale » (p. 78).

Zetkin dénonce « la lâcheté du libéralisme bourgeois », porté vers une « politique du « moindre mal » » qui « confirm[e] les forces réactionnaires dans la conscience qu'elles [ont] de leur puissance » et vient « habituer les masses à la passivité ». La lutte antifasciste se situe dès lors en dehors du Parlement, portée par « les organisations politiques, syndicales et culturelles » communistes et par la « levée en masse des travailleurs ». Face à l'« impérieuse nécessité historique », le front commun doit être le plus large possible : il doit rassembler « toutes les opinions politiques, syndicales, religieuses, idéologiques », mobiliser les hommes comme les femmes prolétaires, rallier les intellectuel·les et la jeunesse (p. 80-85).

Appareil critique

Les textes présentés dans ce court recueil – une centaine de pages – sont encadrés de deux commentaires, avec, d'une part, une préface de la maison d'édition offrant quelques éléments de contexte et d'autre part, une postface opportunément sollicitée auprès du collectif Montréal antifasciste et consacrée à l'héritage intellectuel de Clara Zetkin.

La préface parle de fait moins de Zetkin que « du sérieux avec lequel les communistes ont tenté de comprendre et de combattre le fascisme naissant » (p. 7-8). La vie et la pensée de l'autrice disparaissent ainsi derrière l'IC. Un choix éditorial étonnant quand on sait que le rapport de Zetkin est désavoué dès l'année suivante par une IC en voie de stalinisation, et que Zetkin se voit dès lors limitée dans la défense de ses positions[3].

Par son rapport, Zetkin se distingue justement de deux dogmes communistes émergents : l'un qui met en équivalent fascisme et social-démocratie en écartant toute possibilité de front commun antifasciste et l'autre qui fait du fascisme une simple réaction bourgeoise, en invisibilisant sa large base sociale[4]. Sans ces éléments de contexte, on ne saisit pas la portée du discours au Reichstag de 1932, dernier appel à l'unité prononcé en dépit de menaces de mort, devant un parterre de parlementaires en chemise brune[5]. Zetkin doit ensuite s'exiler à la prise de pouvoir nazie. Elle meurt à Moscou peu après, en juin 1933.

La postface du collectif Montréal antifasciste pose de son côté la question de l'actualité de la pensée de Zetkin. De son analyse, les auteur·rices retiennent la rapidité de l'essor du fascisme, les contradictions internes au mouvement, sa capacité à s'approprier la rhétorique révolutionnaire (p. 89), ainsi que l'importance de la dynamique internationale (p. 92). Le collectif dresse sans

surprise un parallèle avec le mouvement trumpiste, assemblage hétéroclite dont l'ascension a reposé sur la mise en accusation à la fois des élites démocrates et d'un nébuleux *deep state* (p. 89).

Montréal antifasciste souligne tout de même un angle mort de l'analyse de Zetkin, à savoir « le caractère profondément patriarcal des fascismes italien et allemand », qui « prétendaient refonder un virilité « castrée » par la violence de la guerre » (p. 87). À la défense de l'autrice, on peut relever que le droit de vote des femmes figure dans son catalogue méthodique des promesses du fascisme qui avaient pu séduire initialement l'électorat populaire (p. 40–48). Au-delà de cette évocation indirecte des facteurs de l'adhésion féminine au fascisme, il demeure vrai que Clara Zetkin ne développe pas d'analyse féministe du fascisme, à la différence par exemple de Gabrielle Duchêne, Virginia Woolf ou Sylvia Townsend Warner.

Un second angle mort, qui aurait mérité d'être relevé également, est par ailleurs celui de l'antisémitisme. Zetkin dénonce sans ambiguïté la présence d'« antisémites fascistes » au sein même du KPD en avril 1923, lors du congrès du parti[6]. Bien que née dans une famille protestante, elle est aussi la cible d'attaques antisémites, pour avoir conservé le nom de famille de son compagnon Ossip Zetkin (1850–1889). Mais la théoricienne ne fait pas de l'antisémitisme un facteur déterminant du fascisme, concentrant son analyse sur le cas italien. Dans son rapport à la conférence antifasciste internationale de Francfort en mars 1923, Zetkin considère ainsi l'antisémitisme comme la composante principale du nazisme bavarois, mais cette caractéristique apparaît comme une spécificité régionale, par opposition à une rhétorique pseudo révolutionnaire prédominante au nord du pays[7]. En juin, elle ne reprend d'ailleurs pas cette référence à l'antisémitisme dans son rapport « La lutte contre le fascisme ». Cet angle mort se retrouve dans l'essentiel des écrits socialistes de la période[8], à quelques exceptions près comme Camillo Berneri ou Abraham Léon.

Intérêt de l'ouvrage

Malgré les lacunes de cette réédition, on peut se réjouir du regain d'intérêt actuel pour l'analyse antifasciste de Zetkin. La (re)familiarisation du public francophone avec cette autrice doit beaucoup aux travaux de Gilbert Badia puis de Florence Hervé, responsables respectivement des recueils *Batailles pour les femmes* (1980) – dont sont reprises deux traductions – et *Je veux me battre partout où il y a de la vie* (2021). Il faut enfin souligner que « La lutte contre le fascisme » figure

parmi les premières théorisations substantielles du fascisme, aux côtés des écrits de Luigi Fabbri ou d'Antonio Gramsci. Le rapport représente à ce titre une contribution théorique essentielle, qui mérite d'être mise de l'avant comme telle. L'analyse de la base sociale du fascisme présentée par Clara Zetkin fait d'ailleurs penser à la démarche de Karl Marx dans *Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte* (1852), où il développe une analyse fine des dynamiques de classe ayant rendu possible le coup d'État du 2 décembre 1851. Une inspiration destinée à faire école, puisque la référence devient rapidement un passage

[1] Nicole Gabriel, « L'Internationale des femmes socialistes », *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 16, n° 1 (1989): 34-41; Florence Hervé, « Vilipendée à l'ouest, encensée à l'est ? Autour de la réception de Clara Zetkin à l'occasion de son 150^e anniversaire », *Allemagne d'aujourd'hui* 181, n° 1 (2007): 148-52.

[2] Florence Hervé, « Clara Zetkin (1857-1933): A Rebel Building the Socialist and Communist International Women's Movements », in *The Palgrave Handbook of Communist Women Activists Around the World*, éd. par Francisca de Haan (Palgrave Macmillan, 2023).

[3] John Riddell, « Zetkin's Appeal For a United Front Against Fascism », in *Fighting Fascism: How to Struggle and How to Win*, par Clara Zetkin (Haymarket, 2017).

[4] Michael Taber et John Riddell, « Introduction », in *Fighting Fascism: How to Struggle and How to Win*, par Clara Zetkin (Haymarket, 2017).

[5] Riddell, « Zetkin's Appeal For a United Front Against Fascism »; Florence Hervé, « Éléments biographiques », in *Je veux me battre partout où il y a de la vie*, par Clara Zetkin, Faits & idées (Hors d'atteinte, 2021), 34.

[6] Citée dans Olaf Kistenmacher, «Gegen den Geist des Sozialismus»: *Anarchistische und kommunistische Kritik der Judenfeindschaft in der KPD zur Zeit der Weimarer Republik* (Ça ira, 2023), 51, ma traduction.

[7] Clara Zetkin, « The Frankfurt Conference Against Fascism », in *Fighting Fascism: How to Struggle and How to Win*, trad. par Sean Larson (1923; Haymarket, 2017).

[8] Enzo Traverso, *The Jewish Question: History of a Marxist Debate*, Historical Materialism, ss la dir. de Sébastien Budgen et al. (Brill, 2019).